

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS  
DE BELGIQUE

3 juillet 2020

**PROPOSITION DE LOI**

**introduisant une contribution de crise  
exceptionnelle pour répondre aux  
enjeux économiques et sociaux à la suite  
du COVID-19**

(déposée par M. Ahmed Laaouej et consorts)

BELGISCHE KAMER VAN  
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

3 juli 2020

**WETSVOORSTEL**

**tot instelling van een bijzondere crisisbijdrage,  
om de economische en sociale gevolgen  
van de COVID-19-crisis  
aan te pakken**

(ingediend door de heer Ahmed Laaouej c.s.)

**RÉSUMÉ**

*La crise du COVID-19 a mis en évidence de grandes disparités au regard de l'impact social et économique sur les citoyens et les entreprises. La présente proposition de loi vise à instaurer une contribution de crise frappant les grands patrimoines pour répondre aux enjeux économiques et sociaux apparus à la suite de cette crise sanitaire sans précédent.*

**SAMENVATTING**

*Bij de COVID-19-crisis is gebleken dat de sociale en de economische impact ervan danig verschilde van de ene burger en onderneming tot de andere. Dit wetsvoorstel strekt er derhalve toe om ten laste van de grote vermogens een crisisbijdrage in te stellen, teneinde de economische en sociale gevolgen van deze ongeziene gezondheids crisis aan te pakken.*

N-VA	: Nieuw-Vlaamse Alliantie
Ecolo-Groen	: Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales – Groen
PS	: Parti Socialiste
VB	: Vlaams Belang
MR	: Mouvement Réformateur
CD&V	: Christen-Democratisch en Vlaams
PVDA-PTB	: Partij van de Arbeid van België – Parti du Travail de Belgique
Open Vld	: Open Vlaamse liberalen en democraten
sp.a	: socialistische partij anders
cdH	: centre démocrate Humaniste
DéFI	: Démocrate Fédéraliste Indépendant
INDEP-ONAFH	: Indépendant - Onafhankelijk

<i>Abréviations dans la numérotation des publications:</i>		<i>Afkorting bij de numering van de publicaties:</i>	
DOC 55 0000/000	Document de la 55 <sup>e</sup> législature, suivi du numéro de base et numéro de suivi	DOC 55 0000/000	Parlementair document van de 55 <sup>e</sup> zittingsperiode + basisnummer en volgnummer
QRVA	Questions et Réponses écrites	QRVA	Schriftelijke Vragen en Antwoorden
CRIV	Version provisoire du Compte Rendu Intégral	CRIV	Voorlopige versie van het Integraal Verslag
CRABV	Compte Rendu Analytique	CRABV	Beknopt Verslag
CRIV	Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (avec les annexes)	CRIV	Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaald beknopt verslag van de toespraken (met de bijlagen)
PLEN	Séance plénière	PLEN	Plenum
COM	Réunion de commission	COM	Commissievergadering
MOT	Motions déposées en conclusion d'interpellations (papier beige)	MOT	Moties tot besluit van interpellaties (beigekleurig papier)

## DÉVELOPPEMENTS

MESDAMES, MESSIEURS,

En plus d'une crise sanitaire grave, cette pandémie et le confinement qui en a découlé provoquent une crise économique et sociale sans doute sans précédent. Les indépendants, les PME, mais aussi tous les travailleurs contraints au chômage économique traversent une période de turbulence.

Cette crise a aussi été révélatrice de grandes disparités au regard de l'impact social et économique qu'elle pouvait avoir sur les citoyens et les entreprises. Elle a mis en exergue des inégalités déjà existantes dans notre pays.

La Banque Nationale constate que les indépendants et les travailleurs à faibles revenus ont perdu davantage de revenus et pendant une durée plus longue<sup>1</sup>.

## TOELICHTING

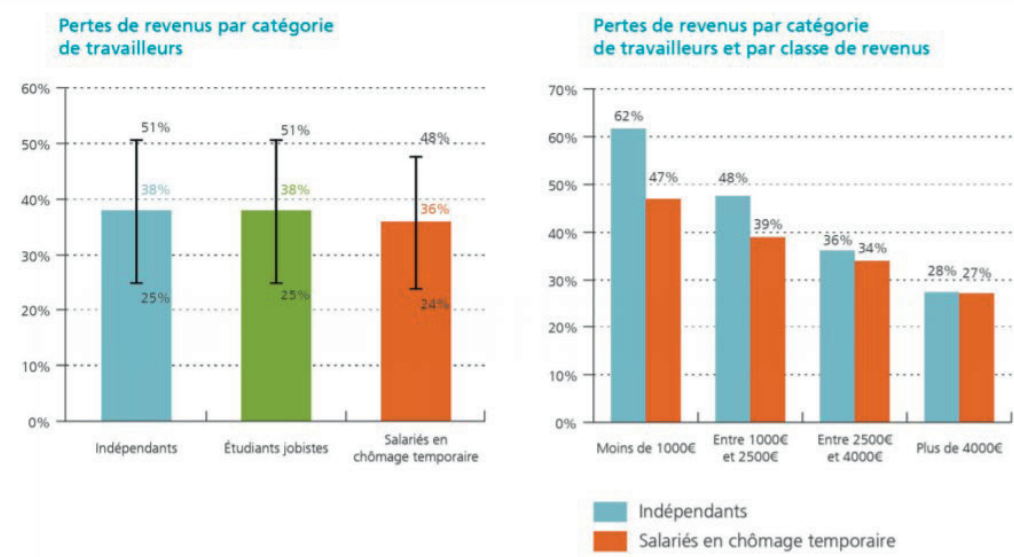
DAMES EN HEREN,

De COVID-19-pandemie en de ermee gepaard gaande lockdownmaatregelen hebben ons land opgezadeld met een ernstige gezondheidscrisis. Het ziet er echter naar uit dat ook economisch en sociaal de gevolgen zonder voorgaande zijn. Zowel de zelfstandigen en de kmo's als alle werknemers die in tijdelijke werkloosheid werden geplaatst, beleven momenteel woelige tijden.

In deze context is tevens gebleken dat sommige burgers en ondernemingen meer te lijden hebben gehad van de economische en de sociale impact van deze crisis dan andere. De reeds in ons land bestaande ongelijkheden werden extra in de schijnwerpers geplaatst.

De Nationale Bank van België (NBB) stelt vast dat de zelfstandigen en de werknemers met een laag inkomen méér en gedurende een langere periode inkomsten hebben gederfd<sup>1</sup>.

**Graphique 1 : Pertes moyennes par catégorie de travailleurs et par classe de revenus (pourcentages)**

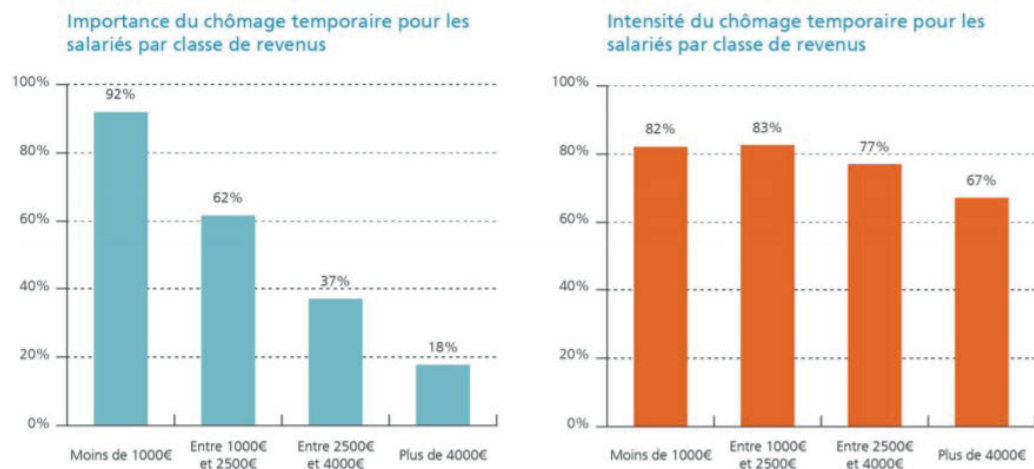


Source : BNB.

<sup>1</sup> <https://www.nbb.be/doc/ts/entreprise/press/2020/cp200617fr.pdf>

<sup>1</sup> <https://www.nbb.be/doc/ts/entreprise/press/2020/cp200617nl.pdf>

**Graphique 2 : Chômage temporaire par classes de revenus**  
(pourcentages)



Source : BNB.

Dans le même temps, dans son “baromètre de la sérénité financière”, un assureur privé indique que la moitié des Belges ne peuvent pas tenir plus de trois mois avec leurs réserves d'épargne actuelles et que 28 % d'entre eux n'ont pas d'épargne du tout.

Pourtant, une injustice repose dans la répartition actuelle des impôts, qui reposent encore pour plus de 80 % sur les revenus du travail et sur la consommation des ménages (TVA et accises).

Cette situation est d'autant plus injuste que la baisse de l'activité économique a fait chuter l'emploi. Cela a aussi renforcé l'inquiétude pour une série de travailleurs qui ont peur de perdre leur emploi et de voir le marché du travail se flexibiliser encore plus au détriment de leurs droits. De même, les petits indépendants paient très cher le prix de la crise par rapport aux grandes entreprises.

Parallèlement à cette situation, nous savons que, depuis des années, l'on constate qu'il y a une part croissante des revenus du capital dans la richesse produite et une fiscalité reposant de manière prépondérante sur les revenus du travail et la consommation des ménages. Cette situation a progressivement donné lieu à une répartition inégalitaire des patrimoines.

Même si nous n'avons pas de données officielles en temps réel, la Banque nationale évalue sur base statistique la répartition du patrimoine financier entre les ménages.

Tegelijk geeft de *Financiële Gemoedsrust Barometer* van een private verzekeringsinstelling aan dat de helft van de Belgen niet langer dan drie maanden kan teren op de bestaande spaartegoeden, alsook dat 28 % van de Belgen helemaal geen spaargeld heeft.

In de huidige stand van zaken is de belastingheffing onbillijk verdeeld: nog steeds is ruim 80 % van de fiscale ontvangsten afkomstig van belastingen op de inkomsten uit arbeid en van heffingen op de consumptie van de gezinnen (btw en accijnzen).

Die situatie is des te onrechtvaardiger daar door de terugval van de economische activiteit de werkgelegenheid afkalft. Een en ander zorgt ook voor meer ongerustheid bij werknemers die vrezen dat ze hun baan zullen verliezen en dat de arbeidsmarkt nog meer flexibiliteit zal eisen ten koste van hun rechten. Ook de kleine zelfstandigen betalen in vergelijking met de grote ondernemingen een heel dure prijs.

Tegelijk stelt men al jarenlang vast dat vermogen steeds meer met inkomsten uit kapitaal wordt opgebouwd en dat vooral de inkomsten uit arbeid en de consumptie van de gezinnen worden belast. Daardoor neemt de gelijke spreiding van het vermogen gaandeweg af.

Officiële en realtime gegevens zijn weliswaar niet beschikbaar, maar de spreiding van het financieel vermogen tussen de huishoudens wordt door de Nationale Bank van België wel geëvalueerd aan de hand van statistieken.

Selon une étude de la BNB de 2016, les 20 % les plus riches (les ménages des deux derniers déciles) possèdent 60 % du patrimoine total en Belgique. De manière encore plus flagrante, les 10 % des ménages les plus nantis possèdent 43-44 % du patrimoine net global des ménages belges.

En janvier 2020, les analyses de la Banque nationale indiquent également que le patrimoine financier net des particuliers a atteint le niveau record de 1 089,9 milliards d'euros. Si on applique plus ou moins le même ratio (même si l'opération s'avère complexe en l'absence de données sur l'étendue des patrimoines des Belges), l'on peut dire que ce montant est détenu majoritairement par les deux derniers déciles des ménages et que ceux-ci ne paient quasiment pas d'impôt sur pareil montant.

En effet, les revenus des capitaux sont très faiblement taxés alors que les salaires et la consommation des ménages supportent près de 80 % des impôts.

Dans ce cadre, comme le soulève l'économiste Paul De Grauwe, il est essentiel de se focaliser sur le renforcement des finances publiques. Demain, nous voulons conserver et renforcer, d'une part, les services publics et, d'autre part, promouvoir une politique d'investissements publics et privés répondant aux besoins de la population et de nos entreprises.

À l'avenir, c'est un plan de relance fort, prenant en compte les besoins des citoyens et des entreprises et permettant de renforcer notre sécurité sociale et nos services publics, qui doit être mis en place. Il est plus que jamais nécessaire de prévoir un financement renforcé de notre sécurité sociale, en tout premier lieu la branche des soins de santé, et de renforcer les services publics.

Les auteurs de la présente proposition veulent également réaffirmer l'importance de financer les soins de santé et la sécurité sociale, véritable protection pour tous les Belges. Pendant la crise, nous avons fait le constat que la sécurité sociale est un rempart essentiel, véritable richesse pour les citoyens. Dans le même temps, il est nécessaire de permettre aux travailleurs d'avoir des salaires revalorisés. Il s'agit de redonner confiance aux citoyens et aux entreprises et de réduire ainsi les inégalités économiques et sociales.

Enfin, au vu de la situation budgétaire, les auteurs estiment qu'il faudra également intervenir sur le plan du financement de la dette. Tous ces objectifs impliquent

Een studie van de NBB uit 2016 heeft aangetoond dat 60 % van het totale vermogen in België in handen is van de 20 % rijksten (de huishoudens van de twee laatste decielen). Meer nog, de 10 % rijkste huishoudens bezitten 43 à 44 % van het totale nettovermogen van de Belgische huishoudens.

In januari 2020 is uit de analyses van de Nationale Bank tevens gebleken dat het netto financieel vermogen van de particulieren een recordhoogte van 1 089,9 miljard euro heeft bereikt. Indien de bovenvermelde percentages bij benadering op dit bedrag worden toegepast (al is die berekening complex aangezien er geen gegevens beschikbaar zijn over de omvang van de vermogens van de Belgen), kan men stellen dat dit bedrag grotendeels in handen is van de twee laatste decielen van de huishoudens en dat zij op dat bedrag vrijwel geen belastingen betalen.

De inkomsten uit kapitaal worden immers heel weinig belast, terwijl bijna 80 % van de belastingen uit de lonen en uit de consumptie van de huishoudens wordt gehaald.

In dat verband is het heel belangrijk zich toe te spitsen op het versterken van de overheidsfinanciën; ook econoom Paul De Grauwe heeft daartoe opgeroepen. De indieners van dit wetsvoorstel beogen de overheidsfinanciën te vrijwaren en te versterken en een beleid inzake overheids- en privéinvesteringen te bevorderen dat beantwoordt aan de behoeften van de bevolking en de ondernemingen.

Met het oog op de toekomst is een stevig relanceplan nodig, dat rekening houdt met de behoeften van de burgers en van de ondernemingen en dat onze sociale zekerheid en onze overheidsdiensten sterker maakt. Meer dan ooit is er nood aan een sterkere financiering van onze sociale zekerheid – in de eerste plaats de gezondheidszorgtak – en moeten de overheidsdiensten meer slagkracht krijgen.

De indieners van dit wetsvoorstel willen voorts opnieuw bevestigen hoe belangrijk het is de gezondheidszorg en de sociale zekerheid te financieren, want al onze landgenoten kunnen er daadwerkelijk op terugvallen. De crisis heeft aangetoond dat de sociale zekerheid wezenlijke bescherming biedt en voor de burgers heel waardevol is. Tegelijk moeten de werknemers hogere lonen kunnen ontvangen. Het is zaak dat de burgers en de ondernemingen opnieuw vertrouwen krijgen en dat aldus de economische en sociale ongelijkheden verminderen.

Gelet op de begrotingssituatie menen de indieners tot slot dat eveneens maatregelen ter financiering van de schuld moeten worden genomen. Al die doelstellingen

une politique fiscale fondée sur une juste contribution aux finances publiques.

Tous ces constats traduisent l'absolue nécessité d'une meilleure contribution du capital au financement des besoins collectifs. Cela est d'autant plus vrai en période de crise et en vue de relancer l'économie et de réduire les inégalités. Traverser des crises graves peut être aussi source de changement. Et là nous sommes arrivés à un point où il faut repenser les fondamentaux!

La BNB constate que la vulnérabilité des ménages aux revenus les plus faibles est d'autant plus grande lorsqu'ils ne disposent que de peu de réserves d'épargne. Les ménages précarisés ont moins pu faire face à leurs dépenses immédiates (loyers, factures, etc.) et ont souvent dû s'adresser aux CPAS. Elle observe aussi que les plus démunis ont constaté une augmentation des prix des produits de base. La réalité est donc loin du discours à tout le moins étonnant du directeur de la BNB.

Les auteurs du présent texte proposent donc d'instituer une contribution de crise, reposant sur le modèle présenté par l'économiste Paul De Grauwe. Il s'agit d'une contribution exceptionnelle de crise frappant les plus nantis. Paul De Grauwe cite le Centre d'Anvers pour la politique sociale, qui estime que "les 5 % les plus riches de la distribution de la richesse ont 1 million d'euros ou plus. Ce groupe détient 30 % de tous les actifs, à savoir 475 milliards d'euros (30 % de 1 500 milliards d'euros).".

Les auteurs proposent de tenir compte de la capacité contributive de chacun en s'appuyant sur le principe de progressivité de l'impôt via un barème progressif par tranches évitant les effets de seuil.

La capacité contributive peut être déterminée en fonction du patrimoine du contribuable. En effet, le patrimoine procure une sécurité et la possibilité de recueillir des revenus. À cet égard, les auteurs proposent quatre tranches d'imposition, à savoir:

- un pourcent pour la tranche imposable d'actifs entre 1 et 10 millions d'euros;
- deux pourcents pour la tranche imposable d'actifs entre 10 et 100 millions d'euros;
- trois pourcents sur la tranche imposable entre 100 millions et 1 milliard d'euros;

vereisen een fiscaal beleid dat is gestoeld op een rechtvaardige bijdrage van eenieder aan de overheidsfinanciën.

Uit al deze vaststellingen blijkt dat het absoluut noodzakelijk is dat het kapitaal meer bijdraagt aan de financiering van de collectieve behoeften. Dat geldt des te meer in een crisisperiode, wanneer het erop aankomt de economie aan te zwengelen en de ongelijkheden te verminderen. Zware crisissen kunnen ook leiden tot verandering. Wij bevinden ons thans op een kantelpunt dat een fundamentele koerswijziging vergt.

De NBB stelt vast dat de kwetsbaarheid van de gezinnen met de laagste inkomens groter is naarmate ze weinig spaarreserves hebben. De kwetsbare gezinnen hebben het moeilijker gehad om hun dringende kosten (huur, facturen enzovoort) te betalen en hebben zich vaak tot de ocmw's moeten wenden. De NBB merkt voorts op dat de minstbedeelden werden geconfronteerd met duurder geworden basisproducten. De realiteit staat dus mijlenver af van de op zijn minst verbazingwekkende uitspraken van de directeur van de NBB.

De indieners van dit wetsvoorstel stellen derhalve voor een crisisbijdrage in te voeren, op basis van het door econoom Paul De Grauwe naar voren geschoven model. Het zou gaan om een uitzonderlijke bijdrage ten laste van de welstellendsten. Paul De Grauwe haalt het Centrum voor sociaal beleid van de Universiteit Antwerpen aan, dat stelt dat uit de verdeling van de rijkdom kan worden opgemaakt dat 5 % van de rijksten 1 miljoen euro of meer bezit en dat die groep 30 % van alle activa in handen heeft, namelijk 475 miljard euro (30 % van 1 500 miljard euro).

De indieners stellen voor om rekening te houden met de bijdragecapaciteit van elkeen, op grond van het beginsel van de progressiviteit van de belastingen en via een opklimmende bijdrageschaal. Aldus worden "drempeleffecten" voorkomen.

De bijdragecapaciteit van de belastingplichtige kan worden bepaald op grond van zijn vermogen. Een vermogen biedt immers zekerheid en verschaft de bezitter ervan de mogelijkheid inkomsten te verwerven. De indieners stellen aldus vier bijdrageschijven voor:

- 1 % voor de belastbare vermogensschijf tussen 1 en 10 miljoen euro;
- 2 % voor de belastbare vermogensschijf tussen 10 en 100 miljoen euro;
- 3 % voor de belastbare vermogensschijf tussen 100 miljoen en 1 miljard euro;



– quatre pourcents sur les actifs supérieurs à 1 milliard d’euros.

Le patrimoine est composé de tous les biens meubles ou immeubles, valeurs et droits qui sont détenus en tout ou partie par un contribuable.

Dès lors, il ne s’agit pas de frapper la classe moyenne, les revenus modestes ou la petite épargne. Il ne s’agit pas non plus de pénaliser l’activité économique; dès lors les sociétés et les avoirs affectés à l’activité professionnelle ne sont pas concernés par cet impôt. L’idée de la présente proposition est de faire contribuer le capital dormant et non le capital affecté à l’activité économique créatrice d’emplois et de revenus. Par ailleurs, l’immeuble d’habitation propre n’est pas non plus pris en compte pour le calcul du patrimoine.

La contribution de crise sera d’application à partir de juillet 2020 et prendra fin le 31 décembre 2020. Elle se fera sur la base d’un système déclaratif et d’une perception autonome dans les prochains mois.

Selon l’économiste libéral Paul De Grauwe, elle pourrait rapporter jusqu’à 10 milliards d’euros. Cet économiste estime également qu’il n’y aura pas de fuite des millionnaires et milliardaires hors de Belgique. “Nous ne leur demandons pas grand-chose au final: quelques centimes pour chaque euro supérieur à un million. La plupart des gens, y compris les milliardaires, sauf les plus avares, ne s’enfuient pas.”

## COMMENTAIRE DES ARTICLES

### Art. 2

Cet article prévoit l’instauration d’une contribution de crise sur les grands patrimoines pour répondre aux enjeux économiques et sociaux à la suite du COVID-19.

### Art. 3

Cet article détermine les personnes visées par la contribution de crise sur les grands patrimoines et les conditions d’assujettissement à cette contribution.

Les assujettis à cette contribution de crise sont les personnes physiques qui détiennent des actifs d’une valeur de 1 000 000 euros au moins.

– 4 % voor de vermogens hoger dan 1 miljard euro.

Het vermogen omvat alle roerende en onroerende goederen, alsook alle waarden en rechten die een belastingplichtige volledig of deels bezit.

Het ligt dus niet in de bedoeling de middenklasse, de lagere inkomens of de kleine spaarders te treffen. Evenmin wordt beoogd economische activiteiten af te straffen; derhalve geldt deze belasting niet voor de vennootschappen, noch voor de bezittingen die worden aangewend voor een beroepsactiviteit. Dit wetsvoorstel beoogt dus “slapend kapitaal” te doen bijdragen, niet het kapitaal dat wordt gebruikt voor economische activiteiten die banen scheppen en inkomsten genereren. Overigens komt de eigen woning evenmin in aanmerking voor de vermogensberekening.

De crisisbijdrage zal gelden van juli 2020 tot 31 december 2020. De regeling omvat een aangifteplicht, alsook een autonome inning in de komende maanden.

Volgens de liberale econoom Paul De Grauwe zou de bijdrage tot 10 miljard euro kunnen opleveren. Hij is tevens van oordeel dat de miljonairs en miljardairs België niet de rug zullen toekeren. Hij vindt dat per slot van rekening niet zoveel wordt gevraagd: enkele centen voor elke euro boven het miljoen. De meeste mensen gaan daarvoor niet op de vlucht – miljardairs al zeker niet, tenzij de gierigste.

## TOELICHTING BIJ DE ARTIKELEN

### Art. 2

Dit artikel beoogt de instelling van een crisisbijdrage ten laste van de grote vermogens, teneinde de economische en maatschappelijke uitdagingen ingevolge de COVID-19-crisis het hoofd te bieden.

### Art. 3

Dit artikel geeft aan voor welke personen de grootvermogenscrisisbijdrage geldt en onder welke voorwaarden ze verschuldigd is.

De grootvermogenscrisisbijdrage geldt voor de natuurlijke personen die activa bezitten voor een waarde van minstens 1 000 000 euro.

La contribution de crise sur les grands patrimoines vise aussi bien les habitants du Royaume que les non-habitants du Royaume au sens de l'article 2 du Code des impôts sur les revenus 1992 (CIR 92).

Les non-habitants du Royaume sont soumis à cette contribution sur la valeur de leurs avoirs en Belgique.

#### Art. 4

L'article 4 détermine l'assiette imposable.

La détermination de la base de la contribution est établie sur la base de la valeur totale des biens, droits et valeurs définitivement acquis à l'assujetti, au prorata des quotes-parts de droits qu'il détient dans ces biens, droits et valeurs.

La valeur des droits détenus dans des constructions juridiques est également prise en compte pour déterminer la base de la contribution.

Le patrimoine propre à chaque assujetti comprend l'ensemble des biens, droits et valeurs détenus par ce contribuable à la fin de la période imposable, notamment:

- les immeubles bâtis et non bâtis;
- les placements financiers, contrats d'assurance-vie, bons d'État...;
- les liquidités, espèces ou comptes bancaires;
- les meubles;
- les biens détenus en usufruit;
- les voitures, les yachts...;
- les bijoux;
- ...

#### Art. 5

Il existe des biens qui ne sont pas compris dans le calcul de la contribution.

Les biens qui sont affectés exclusivement à l'activité professionnelle ne sont pas visés pour la détermination et le calcul de la contribution de crise. La présente

Ze geldt voor zowel de rijksinwoners als de niet-rijksinwoners in de zin van artikel 2 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 (WIB 92).

De niet-rijksinwoners zijn bijdrageplichtig ten bedrage van de waarde van hun tegoeden in België.

#### Art. 4

Artikel 4 bepaalt de bijdragegrondslag.

Dat gebeurt op basis van de totale waarde van de door de bijdrageplichtige definitief verworven goederen, rechten en waarden, in verhouding tot zijn rechtendaandeel in die goederen, rechten en waarden.

Ook met de waarde van de rechten in juridische constructies wordt bij de bepaling van de bijdragegrondslag rekening gehouden.

Het eigen vermogen van elke bijdrageplichtige omvat alle goederen, rechten en waarden die de betrokkene op het einde van het belastbaar tijdperk bezit, met name:

- al dan niet bebouwde onroerende goederen;
- financiële beleggingen, levensverzekeringen, staatsobligaties enzovoort;
- liquide middelen, contanten en bankrekeningen;
- roerende goederen;
- goederen in vruchtgebruik;
- voertuigen, jachten enzovoort;
- juwelen;
- ...

#### Art. 5

Sommige goederen komen niet in aanmerking voor de berekening van de bijdragegrondslag.

Zo worden goederen die uitsluitend voor de beroepsactiviteit zijn bestemd, niet in aanmerking genomen om de grondslag van de crisisbijdrage te bepalen en die



proposition n'entend pas pénaliser la création d'activités économiques en taxant ce qui est utile au travail.

De même, l'immeuble d'habitation propre n'est pas pris en compte dans la détermination et le calcul.

Art. 6

Cet article établit le barème progressif en 4 tranches.

Art. 7

Cet article n'appelle pas de commentaire.

Art. 8

Cet article n'appelle pas de commentaire.

Art. 9

Cet article n'appelle pas de commentaire.

Ahmed LAAOUEJ (PS)  
Malik BEN ACHOUR (PS)  
Hugues BAYET (PS)

bijdrage te berekenen. Dit wetsvoorstel is niet bedoeld om de totstandkoming van economische activiteit te benadelen door een bijdrage te heffen op wat voor een beroepsactiviteit van nut is.

Aldus wordt evenmin de eigen woning in aanmerking genomen bij de bepaling van de belastbare grondslag en de berekening van de bijdrage.

Art. 6

In dit artikel wordt de crisisbijdrage in vier opklimmende bijdrageschalen vastgesteld.

Art. 7

Dit artikel heeft geen commentaar.

Art. 8

Dit artikel heeft geen commentaar.

Art. 9

Dit artikel heeft geen commentaar.

**PROPOSITION DE LOI****Article 1<sup>er</sup>**

La présente loi règle une matière visée à l'article 74 de la Constitution.

**Art. 2**

La présente loi instaure une contribution de crise sur les grands patrimoines.

**Art. 3**

Pour l'application de la présente loi, sont assujetties à l'impôt sur les grands patrimoines les personnes physiques:

1° qui sont des habitants du Royaume au sens de l'article 2 du Code des impôts sur les revenus 1992 et qui détiennent, à titre personnel, un patrimoine dont la valeur totale est égale ou dépasse 1 000 000 d'euros au dernier jour de la période imposable;

2° qui ne sont pas des habitants du Royaume au sens de l'article 2 du même Code et qui détiennent en Belgique un patrimoine dont la valeur totale est égale ou dépasse 1 000 000 d'euros au dernier jour de la période imposable.

**Art. 4**

Dans le chef des assujettis visés à l'article 3, 1°, la contribution de crise sur les grands patrimoines est due sur la valeur formée par l'universalité de leurs biens, en quelque lieu qu'ils se trouvent en Belgique ou à l'étranger.

Dans le chef des assujettis visés à l'article 3, 2°, la contribution de crise sur les grands patrimoines est due sur la valeur formée par l'ensemble des biens qu'ils détiennent en Belgique.

Sous réserve de l'article 5, la base imposable de l'impôt sur les grands patrimoines correspond à la valeur totale des biens, droits et valeurs définitivement acquis au contribuable, au prorata des quotes-parts de droits qu'il détient dans ces biens, droits et valeurs, en ce compris les droits détenus dans des constructions juridiques.

**WETSVOORSTEL****Artikel 1**

Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 74 van de Grondwet.

**Art. 2**

Deze wet stelt een grootvermogenscrisisbijdrage in.

**Art. 3**

Voor de toepassing van deze wet zijn aan de grootvermogenscrisisbijdrage de natuurlijke personen onderworpen die:

1° rijksinwoner zijn in de zin van artikel 2 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992 en die persoonlijk een vermogen bezitten waarvan de totale waarde gelijk is aan of groter is dan 1 000 000 euro op de laatste dag van het belastbaar tijdperk;

2° geen rijksinwoner zijn in de zin van artikel 2 van hetzelfde Wetboek en die in België een vermogen bezitten waarvan de totale waarde gelijk is aan of groter is dan 1 000 000 euro op de laatste dag van het belastbaar tijdperk;

**Art. 4**

De in artikel 3, 1°, bedoelde bijdrageplichtigen zijn de grootvermogenscrisisbijdrage verschuldigd op de waarde van al hun goederen, ongeacht of die zich in België of in het buitenland bevinden.

De in artikel 3, 2°, bedoelde bijdrageplichtigen zijn de grootvermogenscrisisbijdrage verschuldigd op de waarde van al hun goederen die zij in België bezitten.

Onverminderd artikel 5 stemt de belastbare grondslag voor de grootvermogenscrisisbijdrage overeen met de totale waarde van de door de belastingplichtige definitief verworven goederen, rechten en waarden, in verhouding tot diens rechtenaandeel in die goederen, rechten en waarden, met inbegrip van zijn rechten in juridische constructies.

## Art. 5

Les biens suivants n'interviennent pas pour la détermination du montant de 1 000 000 d'euros visé à l'article 3 et ne sont pas compris dans la base imposable de l'impôt sur les grands patrimoines:

- a) les biens affectés exclusivement à l'exercice de l'activité professionnelle du contribuable;
- b) l'immeuble d'habitation propre.

Pour l'application du présent article:

- a) le caractère "d'habitation propre" s'apprécie au premier jour de la période imposable;
- b) sont considérées comme affectées à l'exercice de l'activité professionnelle:

1° les immobilisations acquises ou constituées dans le cadre de cette activité professionnelle et figurant, au terme de la période imposable, parmi les éléments de l'actif;

2° les immobilisations en raison desquelles des amortissements ou des réductions de valeur sont admis fiscalement au terme de la période imposable;

3° les immobilisations incorporelles constituées pendant l'exercice de l'activité professionnelle et qui figurent, au terme de la période imposable, parmi les éléments de l'actif.

## Art. 6

L'impôt est fixé à:

- 1 % pour la tranche imposable d'actifs entre 1 et 10 millions d'euros;
- 2 % pour la tranche imposable d'actifs entre 10 et 100 millions d'euros;
- 3 % sur la tranche imposable d'actifs entre 100 millions et 1 milliard d'euros;
- 4 % sur les actifs supérieurs à 1 milliard d'euros.

## Art. 5

De volgende goederen worden niet in aanmerking genomen om het in artikel 3 bedoelde bedrag van 1 000 000 euro te bepalen en vallen buiten de belastbare grondslag voor de grootvermogenscrisisbijdrage:

- a) de goederen die de belastingplichtige uitsluitend gebruikt voor de uitoefening van zijn beroepsactiviteit;
- b) het onroerend goed dat als eigen woning wordt gebruikt.

Voor de toepassing van dit artikel:

- a) geldt het aspect "eigen woning" op de eerste dag van het belastbaar tijdperk;
- b) wordt er voor de volgende vaste activa van uitgegaan dat ze worden aangewend voor de uitoefening van de beroepsactiviteit:

1° de vaste activa die in het raam van die beroepsactiviteit zijn verkregen of tot stand gebracht, en die na afloop van het belastbaar tijdperk tot de activabestanden behoren;

2° de vaste activa waarvoor na afloop van het belastbaar tijdperk fiscaal afschrijvingen of waardeverminderingen zijn aanvaard;

3° de immateriële vaste activa die tijdens de uitoefening van de beroepsactiviteit tot stand zijn gebracht en die na afloop van het belastbaar tijdperk tot de activabestanden behoren.

## Art. 6

De crisisbijdrage wordt vastgesteld op:

- 1 % voor de belastbare activaschijf tussen 1 en 10 miljoen euro;
- 2 % voor de belastbare activaschijf tussen 10 en 100 miljoen euro;
- 3 % voor de belastbare activaschijf tussen 100 miljoen euro en 1 miljard euro;
- 4 % voor de belastbare activa hoger dan 1 miljard euro.

## Art. 7

Les assujettis sont tenus de déclarer leurs avoirs entre le 1<sup>er</sup> juillet 2020 et le 30 septembre 2020 auprès de l'administration fiscale. L'impôt est perçu de façon autonome au plus tard le 31 décembre 2020.

## Art. 8

Pour l'application de l'article 7, le Roi établit le modèle de déclaration et les modalités de perception.

## Art. 9

La présente loi produit ses effets le 1<sup>er</sup> juillet 2020 et cesse de produire ses effets au 31 décembre 2020.

22 juin 2020

Ahmed LAAOUEJ (PS)  
Malik BEN ACHOUR (PS)  
Hugues BAYET (PS)

## Art. 7

De bijdrageplichtigen zijn ertoe gehouden tussen 1 juli 2020 en 30 september 2020 van hun tegoeden aangifte te doen bij de belastingadministratie. De crisisbijdrage wordt uiterlijk op 31 december 2020 autonoom geheven.

## Art. 8

Voor de toepassing van artikel 7 stelt de Koning het aangiftemodel en de nadere inningsregels vast.

## Art. 9

Deze wet heeft uitwerking met ingang van 1 juli 2020 en houdt op uitwerking te hebben op 31 december 2020.

22 juni 2020